

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION



Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
33e séance
tenue le
mardi 12 novembre 1996
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 33e SÉANCE

Présidente : Mme Espinosa (Mexique)

SOMMAIRE

POINT 106 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.3/51/SR.33
20 novembre 1996

ORIGINAL : FRANÇAIS

La séance est ouverte à 10 h 5.

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT (suite) (A/51/41, A/51/90, A/51/306 et Add.1, A/51/385, A/51/424, A/51/456 et A/51/492)

1. Mme SMOLCIC (Uruguay) déclare que son pays participe activement aux efforts faits par la communauté internationale, et par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes en particulier, pour s'attaquer aux multiples problèmes dont sont aujourd'hui victimes les enfants dans le monde entier et notamment pour qu'une solution rapide et durable soit trouvée au problème des enfants touchés par les conflits armés. À cet égard, elle ne saurait trop insister sur l'intérêt que revêt l'étude de l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306 et Add.1) qui, du fait de la foule d'informations communiquées et de conclusions présentées par son auteur, se révèle d'une portée plus large que prévu. Elle approuve les recommandations pratiques qui y figurent, notamment celle tendant à nommer un représentant spécial chargé de cette question. D'autre part, l'Uruguay attache une grande importance à la Déclaration et au Programme d'action du Congrès mondial de Stockholm contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et plus particulièrement aux mesures concrètes qui y sont proposées pour promouvoir la coopération entre les États, les organismes régionaux et les Nations Unies en vue de prévenir et de réprimer le tourisme sexuel notamment.

2. Au sujet du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (A/51/456), il convient de noter qu'en octobre 1996, l'Uruguay a tenu sa première réunion sur les sévices sexuels contre les enfants des deux sexes et les adolescents, au cours de laquelle des représentants des secteurs public et privé se sont intéressés à la mobilisation des acteurs sociaux et à l'élaboration de stratégies de prévention et d'intervention pour faire face à ce problème.

3. La présentation du rapport initial de l'Uruguay (CRC/C/3/Add.37) à la dernière session du Comité des droits de l'enfant a été l'occasion d'un dialogue constructif qui a mis en évidence l'attention prioritaire désormais accordée à l'enfance par le Gouvernement uruguayen dans son programme politique à la faveur d'actions publiques et privées menées avec l'aide financière de la communauté internationale. L'appui financier du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est un catalyseur important pour les programmes qu'élabore et qu'exécute le Gouvernement afin d'assurer la réalisation des droits consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant et d'incorporer les dispositions de cette convention dans le droit national.

4. Reconnaissant que le respect effectif des droits de l'enfant, notamment de ceux garantis par la Convention, exige beaucoup de temps et d'efforts, la représentante de l'Uruguay exprime sa confiance dans les Nations Unies et sa satisfaction de l'oeuvre qu'elles accomplissent, notamment dans le cadre des travaux des groupes de travail chargés d'élaborer deux protocoles facultatifs, l'un concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, l'autre la participation des enfants aux conflits armés visant notamment à fixer à 18 ans l'âge de la conscription.

/...

Toutefois, il est à son avis indispensable que les gouvernements assument les obligations qu'ils ont contractées en ratifiant les divers instruments juridiques internationaux pertinents.

5. Mme OUEDRAOGO (Burkina Faso) dit que la communauté internationale ne peut qu'être encouragée par l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant, la tenue du Sommet mondial pour les enfants, l'adoption de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant et du Plan d'action issus de ce sommet, ainsi que l'engagement officiel pris par les États de garantir, avec plus de vigueur et de rigueur, la protection et le développement de l'enfant. Il faut néanmoins renforcer les programmes en Asie du Sud et dans l'Afrique subsaharienne afin de garantir les acquis. L'UNICEF et ses différents partenaires doivent redoubler d'efforts et repenser leurs stratégies.

6. Au Burkina Faso, en dépit des efforts faits dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action national, les objectifs d'ensemble n'ont pas été atteints en ce qui concerne la vaccination, la lutte contre la diarrhée, l'utilisation des micronutriments et l'alphabétisation. Il faut donc réviser les objectifs afin de les rendre plus réalistes et renforcer les stratégies d'appui aux programmes et de mobilisation des partenaires nationaux et internationaux pour défendre la cause de l'enfant. Il faut également mettre en oeuvre les recommandations visant à accélérer l'application du plan d'action national.

7. La protection et le développement de l'enfant étant aussi fonction de la réussite des stratégies et programmes destinés à assurer la promotion des femmes et le renforcement de leurs capacités, il faut insister sur le lien existant entre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant et renforcer la coopération entre les comités issus de ces deux instruments.

8. Cependant, faute de ressources financières, nombre de stratégies et de résolutions restent vœu pieux. Dans de nombreux pays en développement, un très grand nombre d'enfants n'ont pas accès aux services sociaux de base, ni même aux soins de santé primaires et à l'éducation. L'Initiative de Bamako a permis de sauver beaucoup de vies humaines mais doit être renforcée davantage.

9. Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, en particulier l'UNICEF, devraient être dotés de ressources financières suffisantes pour mener leur tâche à bien. L'aide publique au développement doit être accrue, afin de satisfaire les besoins sociaux des populations nécessiteuses dans le cadre général de la lutte contre la pauvreté.

10. Les institutions financières internationales doivent consentir davantage d'efforts pour élaborer ou soutenir de véritables programmes sociaux. Il faut, à cet égard, saluer les efforts déployés par l'UNICEF en vue de négocier l'annulation de la dette en faveur de programmes sociaux, ainsi que l'initiative 20/20. L'Initiative spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique devrait, notamment, tenir compte des résultats de la mi-décennie afin de mieux axer les programmes sur les domaines présentant de graves lacunes.

11. La vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants sont des activités criminelles qui doivent être vigoureusement réprimées par la communauté internationale dans le cadre d'actions concertées aux niveaux local, national, régional et international. Il importe de lancer dans ce domaine des programmes de sensibilisation et d'information et de créer des réseaux de protection. Il conviendrait d'examiner à nouveau la Déclaration et le Programme d'action issus du Congrès mondial de Stockholm dans le cadre d'un organe intergouvernemental.

12. Il faudrait, pour mettre fin à l'exploitation de la main-d'oeuvre infantine, adopter une approche intégrée plus pragmatique permettant d'améliorer la coopération et la coordination entre le Gouvernement et ses différents partenaires.

13. La délégation du Burkina Faso fait siennes les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/51/492) et encourage le Comité des droits de l'enfant à continuer d'accorder une attention accrue à la question, en collaboration avec les partenaires mentionnés au paragraphe 40 du rapport.

14. S'agissant du rapport relatif à l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306), les recommandations formulées sur les cinq principaux sous-thèmes constituent la base de solutions aux torts, violations et sévices causés à l'enfant, notamment dans les zones de conflit. Elles devraient rapidement être consignées dans un manuel pratique que certains organismes sur le terrain pourraient déjà utiliser. La délégation du Burkina Faso se félicite donc de l'initiative tendant à largement diffuser une version simplifiée du rapport à l'intention d'un public plus vaste. S'il incombe au Gouvernement de protéger les enfants en cas de conflit, la communauté internationale doit toutefois réagir de manière spontanée et coordonnée lorsque celui-ci est totalement ébranlé.

15. La délégation du Burkina Faso, gravement préoccupée par le phénomène des enfants soldats, appuie fermement la proposition tendant à fixer à 18 ans l'âge minimum de recrutement dans les groupes ou forces armés. La communauté internationale devrait soutenir l'interdiction totale de la fabrication, de l'utilisation, du commerce et du stockage des mines terrestres. La question des sanctions et embargos mérite également une attention particulière car leurs effets sont finalement plus ressentis par les enfants et les groupes vulnérables.

16. M. LEE (République de Corée) trouve encourageant qu'un nombre sans précédent d'États aient ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant et qu'ils fassent preuve de la volonté politique de protéger les droits universels de l'enfant. En approuvant cette convention indispensable, chaque gouvernement s'engage à adopter de nouvelles lois et à réviser les lois en vigueur conformément aux droits et obligations qui en découlent.

17. Cependant, la situation générale des enfants dans de nombreuses parties du monde continue d'être source de graves préoccupations pour la communauté internationale. Nombre de leurs droits, en particulier le droit de grandir et de s'épanouir avec dignité dans une atmosphère de paix et de bonheur, sont régulièrement violés. Les conditions intolérables dans lesquelles vivent les

/...

enfants, en particulier dans les pays en développement, exigent plus que jamais la coopération et l'assistance internationales.

18. Le recrutement d'enfants lors de conflits armés est une pratique extrêmement préoccupante à laquelle il faut mettre immédiatement un terme. Par ailleurs, une plus grande attention doit être accordée à la question des enfants réfugiés et des enfants déplacés dans leur pays ainsi qu'à leur réadaptation et à leur réinsertion sociale. La délégation coréenne se félicite du rapport que l'expert désigné par le Secrétaire général a présenté sur la question (A/51/306) et qui contient les éléments d'un programme d'action global et approuve l'idée de nommer un représentant spécial chargé d'étudier cette question cruciale.

19. Tous les ans, plus d'un million d'enfants innocents font l'objet d'une exploitation à des fins commerciales et de sévices sexuels. La délégation coréenne appuie les travaux du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants et se félicite de la tenue à Stockholm du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ainsi que de la Déclaration et du Programme d'action qui en sont issus.

20. Il faudra, pour assurer la protection et la promotion des droits de l'enfant au cours du siècle prochain, un effort concerté des gouvernements, des différents organismes et organes des Nations Unies et de la société civile. Il convient en particulier d'appuyer et d'encourager le rôle de premier plan que joue l'UNICEF par ses activités de plaidoyer en faveur des droits de l'enfant.

21. M. CHOWDHURY (Bangladesh) se félicite du rapport remarquable présenté par l'expert désigné par le Secrétaire général concernant l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306). Le Bangladesh souscrit pleinement aux recommandations contenues dans le rapport, en particulier celles qui ont trait à un traité international sur l'interdiction complète des mines terrestres antipersonnel, à l'adoption de mesures juridiques pour empêcher la violence fondée sur le sexe et l'exploitation sexuelle, à une aide accrue aux réfugiés, aux enfants déplacés à l'intérieur des pays et aux mesures visant à mettre fin au recrutement et à la participation des enfants soldats. Il pense comme l'expert qu'il faut un effort collectif sur les plans national, régional et international pour lutter contre ces problèmes. Les institutions des Nations Unies et d'autres organismes intergouvernementaux ont aussi un rôle critique à jouer dans ce domaine. Les programmes de pays de l'UNICEF devraient prévoir des mesures propres à améliorer la situation. Conscient qu'il importe aussi au plus haut point d'assurer le suivi du rapport, le Bangladesh appuie fermement la recommandation visant à nommer un représentant spécial du Secrétaire général qui serait chargé d'examiner la question et estime que l'Assemblée générale devrait adopter à la présente session une résolution distincte fondée sur ce rapport.

22. Le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales a amené la communauté internationale à prendre davantage conscience du danger que représente ce problème mondial. Il faut entreprendre d'urgence une action aux niveaux national et international non seulement pour lutter contre ce crime odieux mais aussi pour s'attaquer aux causes fondamentales du problème. Le Bangladesh se félicite de l'adoption de la Déclaration et du

/...

Programme d'action de Stockholm qui contiennent des engagements pratiques et définissent les priorités de l'action à entreprendre sur les plans national, régional et international pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, protéger et réintégrer les enfants qui en sont victimes. Le Bangladesh remercie à cet égard le Rapporteur spécial de son rapport détaillé sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (A/51/456) qui présente de nombreuses recommandations utiles.

23. En application de la Convention relative aux droits de l'enfant et du Programme d'action du Congrès mondial de Stockholm, le Bangladesh a adopté un programme d'action nationale et une politique nationale en faveur des enfants. Il a créé un Conseil national pour l'enfance qui a pour tâche de surveiller l'application de cette politique. Les programmes en faveur des enfants ont été axés davantage sur la protection des droits de l'enfant et les efforts entrepris commencent à porter leurs fruits.

24. Convaincu que la protection et la promotion effectives des droits de l'homme, y compris des droits des enfants, passent par l'éducation, le Bangladesh s'est fixé pour objectif prioritaire d'assurer à tous un accès à l'enseignement de base. Il a lancé des programmes novateurs tels que "Des vivres contre l'éducation" pour permettre aux enfants venant de familles pauvres d'aller à l'école et de terminer au moins le cycle d'éducation primaire. Le pays s'est également donné pour objectif d'éduquer les filles, en leur assurant un enseignement gratuit et en leur accordant des bourses spéciales pour accroître la scolarisation, lutter contre les abandons en cours d'études et combler le fossé existant entre l'éducation des filles et des garçons. Il a adopté une décennie d'action en faveur de la fillette pour les années 1991-2000 axée sur les besoins spéciaux et le développement des petites filles et la jouissance de leurs droits (prévention des mariages précoces, du trafic d'enfants, de la violence et de l'exploitation sexuelles). Le Bangladesh a également adopté des lois spéciales pour combattre les crimes commis contre les femmes et les enfants (violences liées aux dots, viol, enlèvements et trafic).

25. Le problème du travail des enfants est un corollaire de la pauvreté dans les pays en développement. Le Bangladesh a signé un mémorandum d'accord avec l'OIT et l'UNICEF afin d'éliminer le travail des enfants dans le secteur de l'industrie du vêtement qui est l'un des plus gros employeurs d'enfants. Ce mémorandum d'accord prévoit que les enfants seront envoyés à l'école et dans des centres de formation et recevront des bourses. Les efforts du Bangladesh dans ce domaine semblent être couronnés de succès et pourraient servir de modèle pour d'autres pays qui connaissent des situations similaires. Pour porter leurs fruits, ils devront néanmoins jouir de l'appui continu de la communauté internationale et des organismes donateurs.

26. La ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant par 187 États démontre bien que la communauté internationale est résolue à protéger les droits de l'enfant. Celle-ci n'en doit pas moins intensifier ses efforts pour apporter l'assistance nécessaire et les ressources additionnelles qui s'imposent afin de renforcer et de soutenir les efforts déployés au niveau national. Le Bangladesh estime que pour assurer l'application effective de la Convention, les États doivent impérativement présenter leurs rapports à temps,

/...

mettre en place un mécanisme national pour assurer l'application de la Convention, qui tienne compte de la situation et des aspirations nationales, et assurer une coordination efficace à l'échelon national aussi bien que mondial pour susciter une prise de conscience accrue et promouvoir l'application effective de cet instrument.

27. Le Bangladesh considère que cette question importante devrait mobiliser les organismes des Nations Unies au plus haut niveau et regrette par conséquent l'absence dans la salle de représentants de l'OIT et du Centre pour les droits de l'homme.

28. M. RÖNQVIST (Suède) ajoute à la déclaration faite par l'Irlande au nom de l'Union européenne que le Congrès mondial de Stockholm contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales a fait oeuvre de pionnier à plusieurs égards : outre qu'il a attiré l'attention de la communauté internationale sur un problème qui jusque-là n'avait fait l'objet d'aucune réunion internationale, il a innové en consacrant l'essentiel de son temps non pas à la négociation mais à l'examen des moyens d'appliquer le programme d'action mis au point à l'occasion des six consultations régionales tenues au préalable. Congrès mondial convoqué à l'initiative d'une organisation non gouvernementale, la Campagne internationale pour mettre fin à la prostitution infantile liée au tourisme en Asie (ECPAT), il a réuni des gouvernements et des ONG sur un pied d'égalité et été l'occasion de former un partenariat mondial reposant sur une coopération entre États et ONG, sans laquelle rien ne pourrait être fait dans ce domaine, entre organismes internationaux, comme l'UNICEF, le Centre pour les droits de l'homme et le Comité des droits de l'enfant, et entre services de répression nationaux et internationaux. Il s'est refusé à créer de nouveaux organismes, préférant demander le renforcement de ceux qui existent déjà pour qu'ils contribuent à la réalisation des objectifs fixés dans sa Déclaration et son Programme d'action (A/51/385). Il a demandé à tous les États de criminaliser toutes les pratiques d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et d'adopter des lois d'extraterritorialité. N'épargnant aucun État, il a mis tous ses participants devant les responsabilités qui leur incombent en vertu de l'article 34 de la Convention relative aux droits de l'enfant et créé un élan international qui doit aujourd'hui donner une impulsion nouvelle à la lutte mondiale contre l'exploitation sexuelle des enfants. La contribution qu'il a apportée à la défense des droits des enfants mérite d'être reconnue dans la résolution d'ensemble relative aux droits de l'enfant que l'Assemblée générale doit adopter à sa cinquante et unième session.

29. M. BALL (Nouvelle-Zélande) dit que, dans le cadre de l'élaboration du rapport initial qu'elle présentera au Comité des droits de l'enfant en janvier 1997, la Nouvelle-Zélande s'est assurée que sa législation était conforme aux obligations qui lui incombent en tant que Partie à la Convention relative aux droits de l'enfant.

30. Il fait observer que le Comité des droits de l'enfant ne pourra poursuivre son travail remarquable sans ressources suffisantes. Il se félicite de la publication du rapport que l'expert désigné par le Secrétaire général a consacré à l'examen de l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306). Il espère que, conformément aux recommandations qui y sont formulées, la communauté internationale fera de l'enfance une "zone de paix" et que tous les

/...

gouvernements oeuvreront en faveur de l'adoption d'un instrument international interdisant la production et l'utilisation des mines terrestres antipersonnel. Pour sa part, le Gouvernement néo-zélandais a proclamé en avril 1996 un moratoire unilatéral sur l'utilisation des mines antipersonnel par les forces de défense du pays.

31. Convaincue qu'il importe d'interdire l'enrôlement des enfants, la Nouvelle-Zélande continuera de participer aux activités du Groupe de travail que la Commission des droits de l'homme a chargé d'élaborer un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant les enfants dans les conflits armés.

32. Dans un autre domaine où la protection des enfants doit être renforcée, il convient de noter que la Nouvelle-Zélande continuera également de participer aux activités du Groupe de travail que la Commission des droits de l'homme a chargé d'élaborer un protocole facultatif à la Convention, portant sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants.

33. La Nouvelle-Zélande, qui a également participé au premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, rend hommage aux organisateurs de ce congrès et se félicite qu'il ait permis d'adopter une Déclaration et un Programme d'action. Elle est l'un des premiers pays à avoir promulgué des lois permettant de traduire en justice tout citoyen ou résident qui se rendrait coupable de délits sexuels envers des enfants dans d'autres pays ou qui faciliterait le tourisme sexuel. Elle encourage les autres pays à prendre des dispositions analogues.

34. La Nouvelle-Zélande salue l'action de l'UNICEF et se réjouit de devenir membre de son Conseil d'administration au début de 1997. Son premier souci sera alors de veiller à ce que l'action du Fonds continue à être la plus efficace possible.

35. Il convient de veiller à ce que les engagements pris lors du Sommet mondial pour les enfants se traduisent maintenant par des mesures concrètes. Afin de mieux cibler ses activités futures, le Gouvernement néo-zélandais a pour sa part établi un rapport sur la situation des enfants dans le pays, ainsi que sur l'assistance dont ils bénéficient et celles qui est fournie à leur famille.

36. Il est impératif que les gouvernements, les institutions internationales, le système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales collaborent à la promotion et à la protection des droits des enfants.

37. Mme APONTE DE ZACKLIN (Venezuela) s'indigne que la situation des enfants dans le monde entier reste désolante, estimant que les États ne devraient avoir de cesse d'appliquer les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de placer les enfants au centre de leurs préoccupations politiques aux niveaux national et international. Elle a lu avec intérêt les divers rapports présentés par le Secrétaire général au sujet des enfants, rapports qu'elle a jugés doublement utiles en raison des informations détaillées qui y figurent sur les multiples violations des droits de l'enfant commises partout dans le monde et des recommandations précieuses qui y sont formulées à

/...

l'intention des États. Évoquant le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (A/51/456) et le Congrès mondial de Stockholm contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, elle estime qu'ils ont eu le grand mérite d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les proportions alarmantes prises par ce phénomène qui n'épargne plus désormais aucune région du monde. Elle rend hommage à l'extraordinaire travail d'analyse accompli par l'expert désigné par le Secrétaire général dans son étude à la fois objective et émouvante de l'impact des conflits armés sur les enfants, qui propose à la communauté internationale un vaste programme d'action portant sur tous les aspects de ce problème.

38. Le Venezuela a toujours été un ardent défenseur des droits des enfants comme le prouvent les nombreuses dispositions législatives et constitutionnelles relatives à la protection des mineurs adoptées en application de la Convention relative aux droits de l'enfant qu'il a ratifiée en 1989. Les enfants occupent une grande place dans les programmes de développement national et des mesures ont été prises pour atteindre d'ici à l'an 2000 les objectifs fixés lors du Sommet mondial pour les enfants en particulier dans les domaines de la prévention, de l'amélioration de l'efficacité des moyens d'action existants, de la sensibilisation de l'opinion publique et de l'éducation, notamment celle des femmes dès l'enfance. En effet, si les Nations Unies accomplissent un travail remarquable en faveur de l'enfance, rien ne saurait remplacer la volonté des États de se mobiliser à tous les niveaux pour en finir avec les problèmes qui touchent les enfants.

39. Mme CALCETAS-SANTOS (Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants) dit qu'elle s'est attachée, dans la première partie de son rapport (A/51/456), à donner un bref aperçu des causes et des caractéristiques de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, du profil des victimes et de ceux qui les exploitent et des effets que cette exploitation sexuelle a sur ces derniers, tous éléments qu'il est indispensable d'analyser si l'on veut pouvoir élaborer des politiques et des plans d'action. Par ailleurs, dans la mesure où ceux qui exploitent les enfants s'efforcent toujours de minimiser les méfaits de leurs actes sur leur victimes, le Rapporteur spécial s'est aussi attaché à démontrer que l'exploitation sexuelle des enfants a des effets dévastateurs sur ces derniers, tant sur le plan physique et moral qu'intellectuel.

40. Le monde entier sait désormais que des sévices sont exercés sur des enfants dans tous les pays, souvent à grande échelle. Le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm en août 1996, a largement contribué à faire prendre conscience de cet état de choses, ainsi d'ailleurs que la mort, l'été dernier en Belgique, de jeunes adolescents préalablement soumis à des sévices sexuels – tragédie qui, il importe de le souligner, a détruit le mythe selon lequel seuls les enfants de pays en développement sont la proie de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Lors du Congrès de Stockholm, les États participants ont adopté une déclaration et un programme d'action dans lesquels ils se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour éliminer ce type d'exploitation. Il semble

donc que la volonté politique qui manquait jusqu'à présent se soit enfin manifestée. Cependant, même les pays les plus déterminés à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les mieux armés pour ce faire peuvent être découragés par l'ampleur de la tâche ou incités à trouver une formule magique qui n'existe pas. C'est pourquoi, au chapitre V de son rapport, le Rapporteur spécial propose aux gouvernements des moyens de s'attaquer plus systématiquement au problème à l'échelon national, moyens qui peuvent être modifiés, adaptés ou perfectionnés au gré des circonstances. Ces moyens consistent à étudier les causes sous-jacentes de la question et les problèmes qu'elle suscite en tenant compte des réalités locales. Ils consistent aussi à dresser un inventaire des ressources existantes ou potentielles, à savoir le cadre législatif en place, les fonds disponibles et les partenaires potentiels.

41. Pour ce qui est du cadre législatif, tous les programmes et stratégies devront prendre en compte les lois du pays concerné. Il sera donc indispensable de passer en revue tous les textes de loi ayant des incidences sur la protection des enfants et, en particulier, de ceux qui sont exploités et maltraités. On devra par la même occasion cerner les lacunes et défaillances de ces textes et recommander des réformes. En ce qui concerne le droit substantiel, il faudra en particulier se poser les questions suivantes : Quels sont les éléments constitutifs de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants? À qui est imputée, au pénal, la culpabilité de l'infraction dans chacun de ces cas?, etc. En ce qui concerne le droit procédural, il sera utile de se poser les questions suivantes : La confidentialité est-elle respectée à tous les stades, en particulier pour ce qui est de l'identité de l'enfant? Existe-t-il des dispositions propres à empêcher que l'enfant soit indûment influencé?, etc. (voir par. 46 et 47 du rapport). De même, il faudrait examiner les mécanismes de dénonciation des cas de maltraitance car il est indispensable, si l'on veut encourager le recours à la justice et assurer le succès des mesures de protection des enfants, que chacun puisse facilement déposer plainte.

42. Pour ce qui est de la détermination des fonds disponibles, il sera essentiel d'évaluer les fonds disponibles avant de passer à l'action. Par ailleurs, si les États décident d'accorder plus d'importance à la question de la lutte contre l'exploitation des enfants, il faudra qu'ils y consacrent une plus grosse part de leur budget. Enfin, il faudra tirer parti d'autres sources de financement pour compléter les ressources actuellement disponibles.

43. Quant à la recherche de partenaires, elle est essentielle dans la mesure où les gouvernements ne peuvent jamais résoudre les problèmes seuls. À cet égard, il faudra accorder une attention particulière aux organisations non gouvernementales de défense des droits des enfants et faire en sorte que la coopération des pouvoirs publics avec ces organisations soit plus sereine, ce qui permettra aux uns et aux autres d'agir avec une efficacité optimale.

44. Enfin, comme l'ont mis en évidence toutes les conférences auxquelles le Rapporteur spécial a participé, le système d'administration de la justice joue un rôle fondamental dans la prévention et la répression de l'exploitation des enfants et des sévices à enfants et c'est pourquoi le chapitre 6 du rapport lui est consacré.

45. Le Rapporteur spécial tient à préciser, pour conclure rapidement, que si le problème de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales est un problème de première importance, il en est un autre, qui lui est inextricablement lié et dont il faut aussi s'occuper d'urgence, celui de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins non commerciales, en particulier l'inceste. Le Rapporteur spécial se dit convaincu que la communauté internationale prendra des mesures pour régler ces problèmes dans un très proche avenir.

46. M. ROBINSON (États-Unis) dit que, année après année, les organismes des Nations Unies organisent la fourniture de secours, de soins et d'eau potable et contribuent – avec l'appui d'organisations non gouvernementales, de donateurs bilatéraux et de gouvernements hôtes – au développement économique et social de nombreux pays. Ils tentent également de protéger les enfants contre la violence en encourageant l'adoption de politiques qui tiennent compte des intérêts de ces derniers et en favorisant la bonne conduite des affaires publiques et la réconciliation nationale. Les États-Unis appuient pleinement ce type d'actions, notamment sur le plan financier, car ils estiment qu'elles sont les plus efficaces que ces organismes puissent mener pour améliorer la situation des enfants.

47. Le succès du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales tient à la nature des questions qui y ont été abordées, mais surtout à l'efficacité de la démarche qu'avait adoptée ses organisateurs et dont on pourrait s'inspirer pour planifier d'autres manifestations. L'adoption de la Déclaration et du Programme d'action a en particulier été facilitée par les consultations qui se sont déroulées avant le Congrès. Les échanges de vues qui ont eu lieu entre les organisations non gouvernementales, les organismes des Nations Unies et les gouvernements ont également été particulièrement fructueux.

48. Les États-Unis approuvent, dans l'ensemble, le rapport consacré à l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306). Ce dernier met bien en évidence la vulnérabilité particulière des enfants, en exposant la situation tragique des enfants réfugiés et déplacés à l'intérieur de leur pays, enrôlés par des armées ou des milices, ou victimes d'exploitation sexuelle. Les États-Unis espèrent que les recommandations qu'il contient déboucheront sur des actions concrètes. Toutefois, ils ne pensent pas qu'il soit utile de nommer, comme le recommande le rapport, un nouveau représentant spécial pour suivre la situation des enfants qui se trouvent pris dans des conflits armés.

49. Ils prennent note des craintes exprimées dans le rapport concernant les incidences que les sanctions économiques pourraient avoir sur les populations vulnérables, en particulier les enfants. C'est précisément la raison pour laquelle ils approuvent généralement les exceptions faites aux embargos pour des raisons humanitaires. Ils tiennent néanmoins à souligner que, contrairement à ce que le rapport laisse entendre, quand des enfants souffrent dans des pays visés par des sanctions, ce n'est pas à cause de ces sanctions, mais en raison des priorités sociales qu'imposent les gouvernants de ces pays, ainsi que du cynisme avec lequel ils décident d'ignorer les besoins des enfants et d'utiliser les souffrances de ces derniers comme moyen de pression.

50. Il est évident que les programmes d'ajustement structurel ne peuvent pas apporter à eux seuls de réponse durable aux problèmes de la pauvreté et de l'inégalité. Toutefois, si les pouvoirs publics investissent judicieusement dans les ressources humaines et les services de base, ces programmes permettent de générer davantage de richesses et de mieux en tirer parti pour le plus grand bien de tous, y compris des enfants.

51. Depuis trois ans, le Ministère du travail américain effectue des travaux de recherche sur le travail des enfants dans le monde. Les deux premières études qu'il a publiées ont sensibilisé l'opinion publique américaine aux conditions atroces dans lesquelles des enfants travaillent dans différents pays. La troisième a constaté certaines avancées, notamment dans le secteur de la confection.

52. Il faut redoubler d'efforts pour combattre l'exploitation des enfants en investissant dans l'éducation, en sanctionnant les abus et en prenant des mesures propres à décourager les employeurs potentiels. Les acteurs de la communauté internationale doivent laisser leurs différends idéologiques de côté et travailler ensemble pour que les enfants puissent vivre en paix, dans un monde prospère et plus humain.

53. M. LEWIS (Directeur général adjoint de l'UNICEF) prie les délégations d'excuser la Directrice générale de l'UNICEF qui a dû se rendre dans la région des Grands Lacs pour organiser les secours. L'UNICEF s'étant déjà exprimé sur la situation des enfants dans les conflits armés et des enfants des rues, sur l'exploitation sexuelle et le travail des enfants, ainsi que sur l'éducation et l'émancipation des filles, le Directeur général adjoint limitera son intervention à la question de la Convention relative aux droits de l'enfant et insistera sur les formidables répercussions qu'a eues sa mise en oeuvre.

54. La ratification de la Convention par 187 États s'est traduite par la mise en oeuvre d'actions concrètes de la part des pouvoirs publics. Les principes éthiques et sociaux énoncés dans cet instrument ainsi que le cadre juridique qu'il constitue sont examinés dans le monde entier. Sur tous les continents, sa mise en oeuvre donne lieu à des débats sur les problèmes des adolescents et des enfants autochtones, l'éducation des filles, les médias, les progrès accomplis et les modalités d'établissement des rapports. La Convention sera également au centre des débats qui seront consacrés au travail des enfants en 1997, comme elle a été au centre de l'étude qu'a menée l'expert désigné par le Secrétaire général (A/51/306).

55. Il faut souligner en outre que, dans tous ces débats, les enfants ont pris la parole. En témoignant eux-mêmes contre l'exploitation sexuelle, la prostitution, la violence, les mutilations génitales, l'absence d'accès à l'éducation, l'esclavage, l'inégalité des sexes, les conflits armés et, surtout, la pauvreté, ils ont touché les gouvernements. En effet, des pays du monde entier modifient leurs politiques, leur constitution, leur législation et la façon dont ils administrent la justice pour mineurs pour appliquer les dispositions de la Convention. Les gouvernements des pays industrialisés et des pays en développement abordent des questions qu'ils n'avaient jamais examinées auparavant.

56. Si tout cela a été possible, c'est grâce à l'action d'institutions comme l'UNICEF, mais surtout grâce à celle du Comité des droits de l'enfant. Ce groupe de 10 experts basé à Genève assure le suivi de l'application de la Convention, non seulement à partir des rapports qui lui sont communiqués, mais aussi en se rendant sur place et en organisant des débats thématiques dont se sont inspirées de nombreuses initiatives, comme l'étude de l'impact des conflits armés sur les enfants, le Congrès de Stockholm, les échanges de vues sur le travail des enfants et des actions visant à promouvoir les droits des filles. En formulant des directives sur l'établissement des rapports et des observations sur les rapports qu'il reçoit, le Comité établit une jurisprudence dans le domaine des droits de l'enfant. Il joue un rôle central dans l'action que mènent les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et tous ceux qui luttent pour promouvoir les droits de l'enfant.

57. En mettant en oeuvre la Convention, les gouvernements n'appliquent pas seulement un instrument juridique contraignant, mais changent les conditions de vie des enfants. C'est bien pourquoi les décisions des membres de la Troisième Commission sont capitales.

58. Mgr MARTINO (Saint-Siège) dit que, comme l'a souligné le pape Jean-Paul II dans l'allocution qu'il a prononcée en 1996 à l'occasion de la Journée mondiale pour la paix, l'Église catholique a toujours oeuvré en faveur des enfants.

59. Le rapport sur l'impact des conflits armés (A/51/306) ne met pas seulement en évidence les souffrances que la guerre fait endurer aux enfants, mais les conséquences que ces souffrances risquent d'avoir sur la nature des sociétés dans lesquelles ces enfants vont vivre. Il ne suffit pas que les enfants survivent, encore faut-il assurer leur bien-être aujourd'hui pour que le monde dans lequel ils vivront demain soit meilleur. Comme le montre le rapport, en détruisant les structures familiales, les conflits armés sapent les fondements mêmes de la société humaine, car ils privent les enfants de l'amour, du soutien et des valeurs de leur entourage et les laissent livrés à eux-mêmes. Ce rapport décrit particulièrement bien la situation des enfants enrôlés par des armées ou des milices. Il montre combien il importe de maintenir l'unité des familles des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et d'adopter un instrument international interdisant l'utilisation des mines terrestres, expose l'impact des sanctions et insiste sur la nécessité de veiller à l'alimentation des enfants et de donner à chacun accès à l'éducation pour lui permettre de vivre à nouveau une vie normale. La guerre ne contraint pas seulement les enfants à assumer des responsabilités d'adulte, mais elle les arrache aussi à leurs rêves en leur ôtant tout espoir, elle les force à se battre et à se prostituer et leur inculque la haine d'autrui.

60. Les conclusions du rapport sur l'impact des conflits armés sont aussi valables dans le cas des multiples autres tragédies vécues par les enfants, qu'ils soient victimes d'exploitation commerciale ou sexuelle ou atteints par des maladies mortelles telles que le VIH/sida. Le monde contemporain semblant dépourvu des valeurs humaines élémentaires, il importe au plus haut point de porter un jugement éthique sur les solutions envisagées pour lutter contre les fléaux sociaux. À cet égard, le Saint-Siège réaffirme qu'il s'élève contre

l'avortement et est opposé à ce que celui-ci soit pratiqué dans le cadre de services de santé génésique.

61. Le Saint-Siège estime au contraire qu'il convient de soutenir toutes les familles dans tous les pays pour mieux prendre soin de tous les enfants. Pour mieux promouvoir les droits des enfants, il faut en particulier veiller à tenir compte des besoins des familles qui vivent dans le dénuement, qui sont chassées par les conflits ou frappées par la maladie.

62. Chaque citoyen doit oeuvrer pour la paix, dans son foyer et dans le monde. Quant aux gouvernements, ils ne doivent négliger aucun moyen diplomatique pour prévenir et régler les conflits.

63. M. LOREL [Comité international de la Croix-Rouge (CICR)], évoquant l'étude de l'expert désigné par le Secrétaire général sur l'impact des conflits armés sur les enfants, se déclare consterné qu'un nombre toujours croissant d'enfants, âgés souvent de moins de 15 ans et par nature impressionnables et inconscients de la portée de leurs actes, soient recrutés ou se portent volontaires, souvent au prix de leur vie, pour prendre part à des combats auxquels, en vertu du droit international humanitaire et de la Convention relative aux droits de l'enfant, ils ne devraient en aucun cas participer. Le CICR soutient résolument l'adoption de mesures préventives et curatives pour s'attaquer à ce problème. Pour favoriser le relèvement à 18 ans de l'âge de la conscription, il a demandé l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action visant à promouvoir le principe de non-participation et de non-recrutement des enfants de moins de 18 ans dans les conflits armés et à prendre des mesures concrètes pour protéger et assister les enfants victimes de conflits armés. En janvier 1996, à la réunion du Groupe de travail chargé d'élaborer un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la participation des enfants aux conflits armés, le CICR a estimé essentiel que ce protocole soit respecté par toutes les parties à un conflit, même si ce conflit est de nature non internationale, car c'est dans de telles situations que les enfants courent les plus grands risques et que l'on oublie le plus souvent que le droit international humanitaire applicable dans ces cas lie toutes les parties en présence sans leur donner de statut juridique. En outre, le CICR estime que le projet de protocole facultatif doit interdire toute forme de participation directe ou indirecte des enfants aux conflits. Une telle interdiction figure déjà dans les dispositions du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève. Toute exception à cette règle ne servirait qu'à affaiblir ce protocole additionnel. De surcroît, l'expérience sur le terrain a prouvé qu'il était pratiquement impossible d'établir une distinction entre ces deux formes de participation. Fort de son expérience, le CICR sait que seules des mesures préventives, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, peuvent améliorer la protection des enfants pris dans un conflit armé et garantir leur non-participation aux hostilités. Il faut toutefois dire que les secours d'urgence ne sauraient avoir un effet préventif durable, d'où la nécessité de mettre au point des solutions à long terme, dont la responsabilité incombe essentiellement aux États mais auxquelles les organisations humanitaires peuvent apporter leur contribution. Vu les moyens modestes dont disposent les organisations et l'ampleur des besoins, la mobilisation de la communauté internationale tout entière demeure indispensable.

64. Mme ENKHTSETSEG (Mongolie) dit que si l'ONU a déjà fait beaucoup pour les enfants depuis sa création, la survie et le développement d'un grand nombre d'enfants n'en continuent pas moins d'être menacés partout dans le monde. Pour remédier à cet état de choses, il est indispensable de procéder avec méthode et d'examiner systématiquement chacune des menaces qui pèsent sur les enfants. Aussi l'intervenante félicite-t-elle l'expert désigné par le Secrétaire général d'avoir analysé de manière approfondie dans son rapport (A/51/306) l'impact des conflits armés sur les enfants et d'avoir élaboré un programme d'action très complet en vue d'améliorer la protection des enfants concernés. Elle appuie ses recommandations, en particulier celles visant à interdire la participation de mineurs de moins de 18 ans à des conflits armés et celle visant à créer un poste de représentant spécial du Secrétaire général expressément chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants et de coordonner la suite qui sera donnée au rapport susmentionné.

65. La généralisation de la vente d'enfants et de la prostitution des enfants, est un autre des problèmes dont il faut s'occuper d'urgence. La délégation mongole estime, à cet égard, que les États Membres devraient étudier très attentivement les recommandations formulées dans le Programme d'action adopté par le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (A/51/385) et dans le rapport de l'expert désigné par le Secrétaire général en vue de les incorporer dans leurs programmes d'action nationaux en faveur des enfants. Elle estime aussi que la résolution omnibus sur les droits de l'enfant que l'Assemblée générale adoptera au cours de la session devrait en tenir compte.

66. Il est certes réconfortant que la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, qui est le principal instrument international de promotion et de défense des droits de l'enfant, ait été adoptée par la quasi-totalité des États mais cela ne saurait suffire : il faudrait en effet qu'elle soit universellement appliquée. Il faudrait aussi que l'amendement visant à porter à 18 le nombre des membres du Comité des droits de l'enfant, adopté le 12 décembre 1995 par la Réunion des États parties à la Convention puis par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/155, soit ratifié par le plus grand nombre possible des États signataires de la Convention.

67. La Mongolie a été l'un des premiers pays à signer et à ratifier la Convention. Lorsqu'il a examiné, son premier rapport national sur l'application de la Convention en janvier dernier, le Comité des droits de l'enfant a noté avec satisfaction que le Gouvernement mongol assignait une haute priorité aux questions concernant les enfants et allouait 20 % de son budget national à l'éducation. Cependant, il a aussi relevé qu'en raison des difficultés politiques et économiques que connaissait le pays, la pauvreté et le chômage y gagnaient du terrain et la situation des enfants s'y était détériorée. C'est pourquoi il avait recommandé au Gouvernement mongol de resserrer la coordination entre les divers organismes gouvernementaux chargés des droits de l'homme et des droits de l'enfant et de coopérer plus étroitement avec les organisations non gouvernementales. Il lui avait aussi suggéré de mettre en place un système de contrôle multidisciplinaire qui lui permette d'évaluer les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans l'application des droits reconnus dans la Convention et, en particulier, d'examiner régulièrement les répercussions des

changements économiques sur les enfants. La délégation mongole tient à signaler à cet égard que le Gouvernement mongol a pris bonne note de ces recommandations et s'attache à leur donner suite, en étroite coopération avec le Centre pour les droits de l'homme, la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale, l'UNICEF, l'OIT, le HCR et d'autres organismes compétents des Nations Unies. Il tient aussi à mentionner que, comme suite au programme national d'action pour le développement des enfants dans les années 90 élaboré dans la foulée du Sommet mondial pour les enfants, le Gouvernement mongol a promulgué, en mai dernier, de nouvelles lois visant à protéger les droits de l'enfant.

68. M. MISHRA (Népal) appuie fermement les mesures que le Comité des droits de l'enfant a prises en vue d'assurer l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et, dans le même ordre d'idées, pense qu'il faudrait que tous les États qui n'ont pas encore ratifié la Convention le fassent et que tous ceux qui ont formulé des réserves sur certaines de ses dispositions les retirent. De même, il faudrait porter à 18 le nombre des membres du Comité des droits de l'enfant, ce qui le placerait sur un pied d'égalité avec les autres comités chargés de l'application de conventions internationales.

69. L'intervenante se félicite du rapport sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (A/51/456) et estime que toutes les recommandations qui y sont formulées méritent d'être examinées très attentivement et appliquées. Il faudrait en particulier mettre fin sans tarder à la pratique consistant à utiliser des enfants comme soldats, ainsi qu'à la production, au stockage et à l'utilisation des mines terrestres anti-personnel, qui tuent et estropient un grand nombre d'enfants. Il faudrait aussi prendre des mesures pour que les enfants ne soient pas exposés à des maladies mortelles comme le sida et autres maladies sexuellement transmissibles.

70. La délégation népalaise appuie sans réserve les travaux du Groupe de travail à composition non limitée chargée d'élaborer le futur protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, consacré aux enfants se trouvant dans des situations de conflit armé. Il estime qu'il faut examiner très attentivement et appliquer les recommandations formulées dans le rapport A/51/456 susmentionné et est reconnaissant au Gouvernement suédois d'avoir convoqué à Stockholm en août dernier le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, dont la Déclaration et le Programme d'action constituent un important document de référence.

71. Le Népal a été l'un des premiers pays à signer et à ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant. Il a promulgué en 1992 une loi sur le travail et les enfants qui tient compte des principes fondamentaux de la Convention. Il attache une grande importance à l'éducation des enfants, en particulier des petites filles, ainsi qu'aux soins de santé infantile et maternelle. Il s'efforce d'éliminer les pratiques discriminatoires à l'égard des petites filles et des femmes qui ont traditionnellement cours dans la société népalaise en mettant en place des programmes d'éducation, d'alphabétisation et d'information. Il poursuit son action et compte adopter de nouvelles mesures législatives et autres en vue de promouvoir et de défendre les droits de l'enfant.

72. M. NAJEM (Liban) dit qu'après avoir signé la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant à l'occasion du Sommet mondial pour les enfants, son pays a mis au point, par l'intermédiaire du Conseil supérieur de l'enfance, un plan d'action global en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans tous les domaines. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la santé, le Plan d'action stipule, conformément à l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant, qu'aucun enfant ne sera privé de son droit d'avoir accès aux services médicaux. Conformément aux articles 28 et 29 de la Convention, le Plan d'action vise à garantir l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous et à assurer à tous l'accès à l'enseignement supérieur. S'agissant de la protection de l'enfant, il est prévu d'organiser des programmes d'éducation psychosociologique et d'introduire le module "Éducation pour la paix" dans les programmes scolaires, de contrôler les programmes de la radio et de la télévision pour en éliminer toute référence à la violence, de protéger les enfants contre les dangers de la consommation et du commerce de la drogue et contre les violences et l'exploitation sexuelles en veillant à l'application des lois en vigueur et en renforçant les sanctions pénales. Par ailleurs, la mention "enfant illégitime" sera supprimée des documents d'état civil avec effet rétroactif. Le Conseil supérieur de l'enfance a entrepris de vérifier la conformité de la législation libanaise avec la Convention relative aux droits de l'enfant pour amender les éventuelles dispositions non conformes et proposer de nouveaux projets de loi à l'Assemblée.

73. La délégation libanaise tient à appeler l'attention de la Commission sur la gravité des pratiques israéliennes contre les enfants libanais dans les zones occupées, notamment les bombardements quotidiens, l'exil et l'interruption de la scolarité, sans parler du double massacre du mois d'avril dernier au cours duquel quatre enfants ont trouvé la mort dans une ambulance et de nombreux autres ont été tués dans le bombardement de Qana. Le Liban qui vient à peine de sortir de la guerre, a fait des objectifs de la Convention relative aux droits de l'enfant autant de priorités qu'il s'efforcera de concrétiser progressivement.

74. M. KHRYSKOV (Fédération de Russie) dit que la Convention relative aux droits de l'enfant, que la Fédération de Russie a pour sa part ratifiée en 1990, vient, pour le nombre de ratifications qu'elle a obtenues, tout de suite après la Charte des Nations Unies. Le Comité des droits de l'enfant doit continuer à jouer un rôle important et ses conclusions doivent bénéficier de l'autorité des Nations Unies tout entières; ses recommandations, fondées sur l'étude des rapports des pays, doivent servir de base à la coopération internationale pour la défense et la protection de l'enfance. La Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, adoptée lors du Sommet mondial pour les enfants, a donné plus d'élan à cette coopération. La Conférence mondiale des droits de l'homme a souligné l'attachement de la communauté internationale au principe "Les enfants d'abord" et insisté sur l'importance d'efforts actifs sur les plans national et international. La Commission des droits de l'homme, le Haut Commissaire aux droits de l'homme, divers organismes des Nations Unies ainsi que la société civile jouent tous un rôle dans la protection et la défense des droits de l'enfant.

75. Pour sa part, la Fédération de Russie a élaboré un plan national en faveur des enfants qui a été approuvé par un décret du Président de la Fédération de Russie le 14 septembre 1995. Ce plan vise notamment à aligner la législation interne sur les dispositions de la Convention, à définir des priorités dans des domaines tels que le renforcement de la protection juridique de l'enfant, le soutien à la famille, la maternité sans risque et la protection de la santé des enfants, l'amélioration de l'alimentation, l'éducation et le développement de l'enfant ainsi qu'une aide aux enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles. Il prévoit aussi des mesures particulières pour réinsérer dans la société les enfants victimes de conflits armés, de violences et de prostitution, ainsi que les enfants réfugiés. Ces mesures viennent compléter d'autres programmes lancés par le Président.

76. Il importe pour la défense des droits de l'enfant de faire mieux connaître les dispositions et les principes contenus dans la Convention; il convient également que l'ONU aide les États parties à appliquer cet instrument et que les rapporteurs et représentants spéciaux, les groupes de travail de la Commission des droits de l'homme et ses organes coopèrent entre eux.

77. La Fédération de Russie ne peut que se féliciter des recommandations faites par la Commission des droits de l'homme et le Comité des droits de l'enfant, convaincue qu'elle est que leur mise en oeuvre permettra une approche d'ensemble de ces problèmes aussi bien dans le cadre de l'ONU qu'à d'autres niveaux.

78. Mme AHOUNOU (Côte d'Ivoire) dit que la déclaration adoptée lors du Sommet mondial pour les enfants en 1990 et la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale en 1989 et ratifiée par la quasi-totalité des États Membres, démontrent que les questions concernant les enfants sont d'une importance universelle. Cette importance n'échappe nullement aux pays africains, qui consentent des sacrifices considérables pour améliorer les conditions de vie de leurs enfants. Cependant, s'ils sont parvenus à réaliser des progrès à cet égard (le taux de vaccination a plus que doublé dans plus de 25 pays et l'objectif qui consistait à vacciner 75 % des nourrissons a été atteint), il n'en reste pas moins vrai que plus d'un tiers des 40 000 enfants qui meurent chaque jour dans le monde sont africains, chiffre qui s'explique par les guerres, l'inexistence des soins de santé et la détérioration des conditions économiques provoquées par la chute brutale du prix des produits de base et les mesures d'ajustement structurel.

79. Consciente qu'il ne peut y avoir de progrès sans développement humain, la Côte d'Ivoire accorde une place de choix dans sa stratégie de développement à tout ce qui touche l'enfant. C'est ainsi qu'elle consacre 47 % de son budget à l'éducation; qu'elle a rendu la scolarisation obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans et que ses écoles sont fréquentées par plus de 2 millions d'enfants. En outre, elle a mis en place une politique de planification et d'éducation familiale qui lui permet, par l'intermédiaire des services publics de santé maternelle et infantile, d'informer la population sur toutes sortes de problèmes sanitaires et nutritionnels et elle applique une politique vigoureuse de soins de santé primaires et de santé communautaire dans les villages et centres ruraux.

80. En Côte d'Ivoire comme dans la quasi-totalité des pays africains, le manque de moyens financiers empêche les gouvernements de promouvoir et de défendre les droits des enfants autant qu'il le faudrait. La crise économique et les contraintes imposées par les institutions financières multilatérales amenuisent les budgets consacrés aux affaires sociales, à la santé et à l'éducation. Aussi, la délégation ivoirienne appelle-t-elle une fois encore la communauté internationale à aider les pays les plus démunis à améliorer le sort des enfants et à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés lors du Sommet mondial pour les enfants en 1990.

81. Enfin, la délégation ivoirienne se félicite du rapport de l'expert désigné par le Secrétaire général sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (A/51/456 et Add.1) et estime avec elle qu'il est absolument indispensable de prévenir les conflits armés pour éviter que des millions d'enfants ne soient à nouveau victimes des pires atrocités. Une éducation prenant en compte les valeurs de tolérance, de paix, de justice sociale et de respect des droits de l'homme serait un bon moyen d'y parvenir.

82. M. HAMDOON (Iraq) dit que, depuis la seconde guerre mondiale, la communauté internationale a adopté différents instruments, tels que la Déclaration des droits de l'enfant de 1959, en vue d'éviter que les enfants ne connaissent de nouveau des situations tragiques et d'assurer leur bien-être. Tel est aussi l'objectif de la Convention relative aux droits de l'enfant, que la Conférence internationale pour les droits de l'homme, qui s'est tenue à Vienne en 1993, a demandé à tous les États de ratifier. Pour sa part, l'Iraq a adopté des textes législatifs dans le domaine de la protection de l'enfance, relatifs notamment aux mineurs, à la protection sociale, à l'enseignement obligatoire et à la protection des adolescents. Le Gouvernement iraquien a adhéré à la Convention relative aux droits de l'enfant en 1994 et a fait fond sur cet instrument pour élaborer un plan d'action visant à préparer les enfants à participer efficacement à la vie de la communauté. Il a participé aux négociations qui se sont déroulées dans le cadre du Groupe de travail chargé de préparer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la participation des enfants aux conflits armés. Il est malheureux que plus de 50 ans après l'engagement pris solennellement par la communauté internationale, il y ait dans le monde des enfants qui connaissent la vie des sans-abri, soient soumis à la drogue et à l'exploitation sexuelle et soient victimes de conflits armés et de famines.

83. L'utilisation des sanctions économiques s'est accentuée au cours de la présente décennie, en particulier à l'encontre de pays en développement. Ainsi, l'Iraq subit depuis six ans des sanctions internationales iniques d'une rigueur sans précédent. Le Directeur général de l'UNESCO, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et le Directeur du Programme alimentaire mondial ont récemment déclaré qu'environ 4 500 enfants irakiens âgés de moins de 5 ans meurent chaque mois. Ils n'ont pas parlé des nombreux enfants de plus de 5 ans ni des adultes qui meurent chaque jour du fait de la détérioration de la situation en Iraq, notamment à cause de la famine et de carences protéiques. Le Secrétaire général, dans son rapport de 1996 sur l'activité de l'Organisation, a précisé que les enfants irakiens étaient les premières victimes de la malnutrition, mais les effets préjudiciables des sanctions sur les enfants sont plus étendus, allant de l'accroissement de l'incidence des maladies infantiles

/...

et des troubles psychologiques aux problèmes de comportement dus aux conditions de vie difficiles. Alors que tant d'instruments internationaux interdisent de recourir à la faim et aux maladies comme moyens de pression politique, force est de se demander si tous les pays sont égaux ou si des critères différents peuvent être appliqués en fonction d'objectifs politiques, déniaient aux enfants irakiens le droit de vivre reconnu pourtant aux autres enfants du monde. Comme maints organismes des Nations Unies l'ont déclaré, l'impact des sanctions économiques imposées à l'Iraq ne se limite pas au nombre effrayant de décès qu'il provoque parmi les enfants, les femmes et les personnes âgées, car c'est en fait toute une génération d'Iraquiens qui est sacrifiée du fait des difficultés qu'ils rencontrent sur les plans éducatif et sanitaire et sur les autres plans sociaux.

84. Le représentant de l'Iraq déclare que la façon dont ces sanctions ont été imposées remet en cause la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies ainsi que la moralité des instruments internationaux qu'elle a adoptés. En outre, l'Organisation est déshonorée parce que les États qui maîtrisent le Conseil de sécurité la tournent en dérision en l'utilisant afin de servir leurs desseins politiques personnels qui n'ont aucun rapport avec les buts de l'Organisation que sont le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la coopération internationale. Dans le rapport concernant l'impact des conflits armés sur les enfants, il est demandé à la communauté internationale de cesser d'imposer des sanctions comme celles qui frappent l'Iraq, les sanctions devant être appréciées au regard des droits universels de la personne humaine, et en particulier de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les efforts systématiques visant à annihiler 20 millions d'Iraquiens sont contraires à tous les instruments internationaux, ce qui doit amener la communauté internationale à considérer les sanctions économiques comme une arme de destruction massive interdite sur le plan international, puisque l'application des sanctions en Iraq y a fait nettement plus de victimes que la bombe atomique à Hiroshima, ce qui est un comble quand on pense à tout l'intérêt que la question des droits de l'homme suscite à notre époque.

85. Mme WAHBI (Soudan) dit que les enfants sont les principales victimes de la pauvreté dans les pays en développement. Dans son rapport sur la situation des enfants dans le monde, l'UNICEF souligne que la communauté internationale doit intensifier ses efforts en vue d'améliorer le sort des enfants, qui sont les piliers de l'avenir.

86. Le fait que la Convention relative aux droits de l'enfant ait été presque universellement ratifiée montre bien que les États sont désormais conscients de l'importance des enfants. Cette prise de conscience doit toutefois se traduire dans les faits. Bien que la plupart des États aient déjà pris quelques mesures concrètes, la coopération internationale dans ce domaine est indispensable si l'on veut aider les pays en développement à appliquer la Convention.

87. Le Soudan est un des premiers pays à avoir signé et ratifié la Convention, d'autant que l'islam impose le respect de ces droits. Le Gouvernement soudanais a établi un programme de travail en vue de la mise en oeuvre de la Convention et s'est fixé des objectifs qui concernent notamment l'éducation et la santé des enfants. Il a également signé des accords de paix avec certaines des parties au conflit qui règne dans le sud du pays afin d'instaurer la stabilité au Soudan et d'éliminer les causes des déplacements de population, dont les enfants sont les

principales victimes. En juin 1996, un colloque a été organisé à Khartoum, en collaboration avec l'UNICEF, afin d'arrêter des mesures en faveur des enfants soudanais.

88. Le Gouvernement soudanais est particulièrement préoccupé par la situation des enfants dans le sud du pays. Il condamne le fait que le mouvement rebelle enrôle des enfants pour les utiliser comme boucliers humains et engage la communauté internationale à exprimer son indignation devant ces pratiques qui vont à l'encontre du droit international et des principes humanitaires. Il se félicite du rapport relatif à l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306) qu'a élaboré l'expert désigné par le Secrétaire général et rappelle la nécessité d'établir, dans les meilleurs délais, la version définitive du projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la participation des enfants aux conflits armés. En outre, le Soudan estime qu'il faut aborder la question des enfants abandonnés, recenser ces enfants et faire en sorte qu'ils retrouvent leur famille ou qu'ils soient pris en charge par les populations locales.

89. Le Soudan condamne la traite et l'exploitation sexuelle des enfants et appuie les décisions du Congrès de Stockholm. La communauté internationale doit aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté et à protéger les enfants afin que ceux-ci puissent vivre une enfance normale. En outre, il faut examiner la situation des enfants dans les pays faisant l'objet de sanctions économiques et promouvoir la coopération internationale, qui est le seul moyen de protéger les droits de l'enfant.

90. Mme GORDON (Jamaïque) remercie le Secrétariat des deux rapports très détaillés et d'excellente qualité qu'il a présentés sur les problèmes intéressant les enfants (A/51/306 et A/51/456).

91. La Jamaïque n'est pas étrangère à la violence (héritée en partie de l'esclavage et du colonialisme), laquelle règne surtout dans les villes et a pour principales victimes les enfants. On constate également une augmentation du nombre de crimes violents commis par des jeunes. Pour lutter contre cette violence, le Gouvernement jamaïcain a récemment lancé un programme "Paix et amour dans les écoles" qui encourage les enfants à trouver d'autres moyens que la violence de résoudre les conflits et qui doit son succès au fait que les enfants se conseillent les uns les autres.

92. Devant l'exploitation croissante des enfants et la violence accrue dont ils font l'objet, la délégation jamaïcaine se félicite du rapport intérimaire du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (A/51/456), en particulier la section V, qui analyse ce problème très complexe et offre des solutions possibles aux États.

93. Avec l'expansion du tourisme, la question de l'exploitation sexuelle des enfants est devenue une préoccupation croissante en Jamaïque. C'est pourquoi le pays a participé au Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et souscrit sans réserve à l'appel qu'a lancé cette instance pour qu'il soit mis fin à cette pratique.

94. Le Gouvernement jamaïquain, en collaboration avec l'UNICEF et d'autres organismes des Nations Unies et organismes internationaux, des ONG, ainsi que la société civile, s'est mobilisé pour venir en aide aux enfants des rues, particulièrement vulnérables et exposés à la prostitution et à d'autres maux, ainsi qu'à d'autres enfants vivant dans des situations particulièrement difficiles.

95. Le nouveau programme de pays, que la Jamaïque vient de mettre au point en association avec l'UNICEF, est fondé sur le fait que la plupart des problèmes touchant les enfants jamaïcains ont leur source dans la pauvreté. Ce programme est donc axé sur les groupes défavorisés et les régions ne bénéficiant pas de services suffisants et comprend quatre éléments principaux : i) éducation de base et développement du jeune enfant; ii) politique sociale en faveur des enfants et des femmes; iii) les enfants et les jeunes les plus exposés (cet élément vise à éduquer quelque 40 000 enfants non scolarisés, à dispenser des services d'approche à 2 500 enfants, à réintégrer dans leurs familles des enfants placés en institution (ou à leur trouver des familles adoptives); et iv) développement communautaire décentralisé en faveur des enfants. Ce programme prévoit également une réforme juridique et politique ainsi que le renforcement des organismes qui dispensent des services aux enfants.

96. Le Gouvernement jamaïquain a conscience que ses efforts ne seront couronnés de succès que si les enfants eux-mêmes participent aux programmes élaborés à leur intention, et que tous les Jamaïcains, y compris les enfants, doivent avoir connaissance des droits de l'enfant tels qu'ils sont définis dans la Convention et dans la législation jamaïcaine, dont certaines dispositions ont été modifiées pour les aligner sur celles de la Convention. En mai 1996, la Jamaïque a organisé, pour célébrer le mois des enfants, un parlement d'enfants où les enfants et les jeunes, jouant le rôle de leurs aînés, ont adressé leurs vues aux parlementaires et législateurs.

97. Mme LIMJUCO (Philippines) rappelle que la communauté internationale s'est donné pour objectif d'avoir pris d'ici à l'an 2000 des mesures pour assurer le bien-être des enfants. Il ressort du rapport intérimaire présenté à la mi-Décennie sur l'application des résultats du Sommet mondial pour les enfants que les activités en faveur des enfants se sont intensifiées partout dans le monde et que de nouveaux partenariats se sont créés entre les gouvernements, les ONG, les donateurs, les médias, la société civile et les organisations internationales. Il n'en reste pas moins que des millions d'enfants défavorisés ou vivant dans des situations particulièrement difficiles ont besoin d'aide, ce qui est particulièrement le cas des enfants victimes de conflits armés, dont le rapport de l'expert désigné par le Secrétaire général (A/51/306) traite en détail.

98. Les enfants représentant les 47,5 % de la population des Philippines, le Gouvernement philippin a à coeur d'assurer le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant. Peu après avoir ratifié la Convention, les Philippines ont lancé le Plan national d'action en faveur des enfants pour la période 1990-1992. Elles ont en outre adopté en 1992 le Plan d'action intitulé "L'enfant philippin à l'horizon 2000". La même année, elles ont promulgué la loi R.A.7610 sur la protection spéciale des enfants contre la

violence, l'exploitation et la discrimination. Le Gouvernement philippin a en outre accueilli du 27 au 29 septembre 1996 la Consultation ministérielle pour l'Asie de l'Est et le Pacifique sur les objectifs à atteindre dans les années 90 en faveur des enfants et du développement. Enfin, le 14 septembre 1995, afin de lutter contre les cas croissants de violence contre les enfants, le décret 275 a notamment créé un comité pour la protection spéciale des enfants contre toutes les formes de négligence, de violence, de cruauté, d'exploitation, de discrimination et autres manifestations préjudiciables à son développement. Ce comité est composé de très hauts fonctionnaires, de chefs de divers départements et de trois représentants des ONG. Il fait directement rapport au Président sur les mesures prises pour lutter contre ces problèmes et exige des services publics qu'ils réagissent immédiatement aux problèmes portés à leur attention et lui rendent compte de leur action.

La séance est levée à 13 h 15.